

Le Mali dans l'œil du cyclone sahélien

Le suspense continue dans le dossier malien. Les troupes de la Cédéao interviendront-elles bientôt ? L'ONU donnera-t-elle son accord à une telle intervention ? La France sera-t-elle la seule puissance extra-africaine à participer à la « reconquête » du Nord du Mali ? Que feront les Etats-Unis qui prétendent privilégier l'option politique et diplomatique ? L'option militaire est-elle inévitable ? Quel rôle peuvent jouer l'Algérie et les Etats voisins ?

Les loups ne se mangent pas entre eux



Les Etats-Unis et la France semblent en contradiction dans la crise malienne. Washington prône une solution politique négociée alors que Paris a hâte d'en découdre avec les groupes islamistes armés

du Nord. C'est du moins ce que l'on retiendra des déclarations respectives du général Carter Ham, commandant en chef de l'Africom (Commandement des forces américaines en Afrique), et de Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères.

Ce n'est pas la première fois qu'Américains et Français divergent quant à l'opportunité d'une intervention militaire dans un pays tiers. On se souvient du refus de Paris, exprimé jusqu'au sein du Conseil de sécurité de l'ONU par le tandem Chirac-De Villepin, de participer et de cautionner l'intervention américano-britannique en Irak en 2003. Il arriva même que les deux alliés appuient des belligérants qui se livraient une guerre. Au Soudan, au cours des années 1980, les Français soutinrent un certain temps Omar El Bachir alors que les Américains armaient la rébellion du Sud animée par l'armée populaire de libération du Soudan (SPLA) de John Garang. En république du Congo, dans la guerre civile qui fit rage en 1997, la France pris partie pour [Denis Sassou N'Guesso](#) alors que les Etats-Unis étaient plus proches de Pascal Lissouba. Dans les deux cas, la question du pétrole expliquait la rivalité relative entre la France et les Etats-Unis.

Pour ce qui est du Mali, la différence de position entre les deux capitales semble plus floue. Les Etats-Unis paraissent moins pressés que la France, mais ils se préparent tout de même à bombarder la région Nord par le biais de drones. Washington ne remet nullement en cause le principe d'une intervention militaire mais affirment encore privilégier une solution politique négociée.

La contradiction entre les deux membres de l'OTAN a donc des limites. On aurait tort de prendre pour argent comptant les récentes déclarations algéroises

Le Mali dans l'œil du cyclone sahélien

du général Carter F. Ham. Le premier responsable de l'Africom a déclaré qu'il était venu apprendre des dirigeants algériens la nature et le rôle des différents mouvements qui occupent le Nord du Mali (Mujao, MNLA, Ançar Eddine, AQMI) ainsi que la différence entre eux... Peut-on sérieusement croire que Washington ne maîtrise pas son sujet ?

La prétendue opposition entre les Etats-Unis et la France n'en est pas une. L'administration Obama essaie de ménager des autorités algériennes à juste titre inquiètes au vu de l'évolution des événements dans le Sahel. Mais son objectif stratégique demeure l'installation de son commandement militaire africain dans la région. De même que les Etats-Unis travaillent à accroître leurs influences politique et économique sous prétexte de lutte antiterroriste. D'une manière plus générale, les rapports entre les deux membres de l'OTAN relèvent concomitamment de la rivalité et de la complicité. La rivalité entre eux est passagère, ponctuelle alors que leur complicité est structurelle. Membres de l'OTAN, les Etats-Unis et la France ont participé ensemble aux interventions militaires en Afghanistan et en Libye. Ils soutiennent conjointement les combattants syriens et étrangers armés par le Qatar et l'Arabie saoudite en vue de renverser le régime d'El Assad.

La Françafrique n'est pas morte

Depuis son arrivée aux affaires, le nouveau président français fait du Sarkhollandisme. Seul le style a changé. Le « président-normal » mène une politique quasi-identique à celle de son prédécesseur avec l'arrogance en moins. Politique d'étranglement de la Grèce et d'ingérence dans ses affaires politiques internes, d'austérité européenne et de remise en cause de la souveraineté des Etats de l'Union européenne (UE), réception secrète des dictateurs

arabes, à l'instar de l'Emir du Bahreïn, et africains (Ali Bongo du Gabon, Blaise Compaoré du Burkina Faso), demande réitérée d'intervention en Syrie et préparatifs de guerres au Mali...

Depuis quelques années déjà, Paris a amorcé un changement... de discours. Finie la politique du silence, on communique. Des émissions de télé et de radio, ainsi que des articles de presse reconnaissent l'existence, durant quelques décennies, de la Françafrique. On en retrace abondamment l'itinéraire et l'on en décortique les rouages et le fonctionnement. D'anciens membres des réseaux de Jacques Foccart – le Monsieur Françafrique de la Ve République, de De Gaulle à Chirac en passant par Mitterrand – évoquent publiquement leurs souvenirs : contrôle politique étroit des pouvoirs présidentiels et de l'administration des pays d'Afrique de l'Ouest, interventions militaires formelles ou par le biais de mercenaires quasi-officiels, emprise économique des grands groupes économiques (Elf, Bolloré...) et des banques françaises, corruption, financement des campagnes électorales dans la métropole néo-coloniale...

Mais tout cela, nous assure-t-on la main sur le cœur, relève d'un passé désormais révolu. Les réseaux Foccart n'existent plus, la France respecte désormais les Etats africains, Elf a été remplacée par Total... Certains analystes et commentateurs particulièrement audacieux vont même plus loin en nous expliquant que la Françafrique existe toujours mais que le pouvoir appartient désormais aux dirigeants africains qui disposent d'énormes richesses pétrolières. Ce sont eux qui désormais dicteraient leur conduite aux dirigeants français. Ils auraient même leur mot à dire quant à la composition de l'Exécutif de l'Hexagone ! Ce sont bien, pourtant, des militaires français qui intervinrent à Abidjan pour renverser le président Laurent Gbagbo et placer Alassan Ouattara au pouvoir. De même que Sarkozy a soutenu la fraude au Gabon lors de l'élection du dictateur Ali Bongo qui succédait à son père...

Le Mali dans l'œil du cyclone sahélien

On est donc loin de la fin d'une Françafrique qui a d'ailleurs trouvé un digne héritier en la personne de Robert Bourgi. L'activisme guerrier de Laurent Fabius et de François Hollande, qui incitent les pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'ouest (Cédéao) à intervenir militairement au Mali, vise justement à renforcer l'influence du pré-carré africain de la France.

La solution ne peut être que malienne

Le général Giap expliquait, il y a bien longtemps, que l'impérialisme est un mauvais élève. Il semble que la France – et peut-être les Etats-Unis – sont sur le point de commettre une nouvelle erreur. L'exemple afghan ne leur a-t-il rien appris ? Voilà dix années que leurs armées guerroient face à une résistance aux moyens militaires dérisoires. Mais elle a infligé des pertes significatives aux contingents étrangers stationnés sur son sol, au point que François Hollande a décidé de rapatrier ses troupes d'ici la fin de l'année, soit une année avant la date initiale.

Les troupes américaines sont quant à elles malmenées par les rebelles qui se sont infiltrés jusqu'au cœur du dispositif sécuritaire de Hamid Kazai (police et armée afghanes) pour tourner les armes de l'armée officielle contre ses alliés occidentaux. Voilà ce qui arrive lorsque l'on s'obstine à considérer qu'il existe une solution purement militaire à un problème essentiellement politique.

Les risques d'enlèvement sont aussi importants au Mali où l'Etat s'est quasiment effondré dans toute la partie Nord du pays alors que ce qu'il en reste au Sud peine à reconstruire un véritable consensus. Une partie de l'armée et de la population refuse toute intervention étrangère (française et même

africaine) et considère qu'il revient à l'armée malienne de rétablir son autorité sur l'ensemble du territoire national. La sécession du Nord provient de la déliquescence du pouvoir malien de Bamako qui s'est révélé incapable de rassembler et de mobiliser sa population afin de résoudre les graves défis auxquels elle est confrontée : travail, santé, éducation, culture... Cette déliquescence a favorisé le développement de la corruption, de la contrebande (drogue, marchandises diverses, armes, otages...) ainsi que la distanciation des liens entre la population targuie du Nord et le pouvoir central de Bamako. C'est dans ce véritable no man's land qui s'étend à une partie de la Mauritanie à l'ouest et du Niger à l'Est que des groupes armés islamistes, des trafiquants et contrebandiers en tout genre ont établi leurs quartiers généraux. Il ne sera pas facile de les en chasser et le conflit peut d'autant plus s'éterniser que l'armée malienne est déstructurée et sous-armée et que les troupes de la Cédéao seront peu nombreuses et soumises à la critique voire à l'hostilité d'une partie de la population de la capitale et du Sud en général.

Face aux dangers qui guettent et qui peuvent amener à une déflagration de toute la région, les forces patriotiques maliennes ont pour responsabilité de définir un projet politique qui fasse consensus afin de forger un pouvoir légitime, seul à même d'isoler les groupes paramilitaires (trafiquants et autres djihadistes) et de leur inflige une défaite. La réalisation d'un tel consensus implique de préserver l'indépendance nationale, donc de compter uniquement sur les forces maliennes elles-mêmes pour rétablir l'unité territoriale du pays. Elle implique également de régler la question sociale car une population victime de politiques d'ajustement structurel qui enrichissent une petite minorité de corrompus liés aux multinationales et aux banques étrangères ne peut répondre à un appel à la mobilisation générale. La rupture avec les politiques de pillage des richesses naturelles du pays par les grands groupes économiques et les banques étran-

Le Mali dans l'œil du cyclone sahélien

gers constitue une tâche centrale immédiate. Enfin, la réalisation d'un consensus implique la mise en place d'une démocratie émanant de l'expression libre et directe de la souveraineté populaire en vue de permettre au peuple malien de vivre en paix et dans le respect de toute sa diversité linguistique, religieuse...

Nécessité absolue d'un plan de développement régional

Enfin, on ne voit pas comment la crise au Mali, qui couve également dans d'autres pays (Niger, Mauritanie, Burkina Faso...), pourrait être résolue sans que l'on ne trouve une solution régionale. Tout le monde s'accorde en effet à dire que l'agression de l'OTAN contre la Libye et la chute brutale du régime de Kadhafi ont jeté une quantité astronomique d'armes sur le marché de l'ensemble du Sahel. La crise malienne a été provoquée par le retour des groupes armés targuis, islamistes et de contrebandiers qui disposaient d'importants lots d'armes ramenées de Libye.

La contrebande, le terrorisme, l'émigration clandestine et les divers trafics d'êtres humains ne connaissent pas de frontières et s'invitent dans tous les pays du Sahel. Seule une dynamique de développement économique commune, de coopération régionale voire d'intégration, sera à même de rendre l'espoir aux populations et de les fixer afin qu'elles vivent et travaillent sur la terre de leurs ancêtres. On ne pourra y arriver tant que des pans entiers de ces populations, les jeunes en particulier, auront le regard fixé vers le Nord du continent, vers la Méditerranée plus précisément et bien au-delà vers l'Europe. L'Afrique est saignée. Ses jeunes s'enfuient au risque de périr en mer ou dans le désert. L'inversion des flux pourrait donner naissance à autant de projets de développement. Des pôles agricoles, industriels et culturels pourraient être édifiés à travers tout le Sahel afin de répondre aux besoins

de la population. Des carrefours commerciaux et universitaires, servis par des moyens de transports adéquats, pourraient mobiliser les populations et assurer leur bien-être.

Il s'agit de la seule façon d'éradiquer le terrorisme et la contrebande. Toute autre solution, exclusivement militaire en particulier, n'apportera que désolation et désordre ou ne fera au mieux que reconduire le statu quo. Devant les risques d'instabilité, il ne suffit pas de refuser les interventions militaires étrangères et de favoriser le dialogue entre protagonistes. Encore faut-il élaborer des projets de développement commun et les proposer aux pays voisins afin de lancer dès maintenant des initiatives basées sur la satisfaction des besoins des peuples de la région.